

Venezuela : Depuis le chavisme, construire une opposition de gauche au gouvernement

vendredi 2 septembre 2016, par [Marea socialista](#) (Date de rédaction antérieure : 14 août 2016).

La mesure prise par le gouvernement de Nicolas Maduro, le 5 août 2016, ne représente que la ratification de son orientation de rompre avec le processus bolivarien. La signature des accords avec la firme minière canadienne Gold Reserve consolide un cours d'adaptation au capital financier international. Contrairement à ce que leurs partisans prétendent, l'écocide et le projet prédateur connu sous le nom d'Arco del Minero Orinoco (AMO) restera dans l'histoire de notre pays comme l'emblème de la braderie, de l'abandon et de la trahison par le gouvernement Maduro du processus de lutte qui, avec Chavez [1], a marqué le pays au cours des deux dernières décennies.

AMO est le symbole le plus fort de la capitulation de la direction du PSUV (Parti socialiste unifié du Venezuela) et du gouvernement, mais ce n'est pas le seul. Examiné d'aujourd'hui, on peut vérifier comment, étape par étape, depuis plus de trois ans, le gouvernement a construit un parcours de contre-réformes réactionnaires qui progressent dans le démantèlement du projet Chavez, et avant tout, des droits et des conquêtes réalisés par notre peuple dans tous les domaines : économique, politique, social.

Il ne s'agit pas d'erreurs plus ou moins graves dans le cadre d'un projet national d'indépendance, de souveraineté et de justice. Ce type d'erreurs, il y en a eu beaucoup durant la période du président Hugo Chavez [décédé en mars 2013]. Nous en avons discuté publiquement à l'époque et nous devons continuer à les identifier dans la période actuelle. Mais dans le cas présent, au contraire, il s'agit d'un virage à 180 degrés, avec un plan élaboré qui met le cap sur une pleine adaptation au modèle mafieux d'accumulation de ce stade sénile du capital financier. Pour le Venezuela, cela signifie : le retour à la soumission, à la dépendance brutale des grands centres mondiaux du pouvoir impérial, à l'expansion de la frontière extractive implacable et à un retour à la dépendance économique ouverte.

Il s'agit d'une régression totalitaire et répressive, d'une violation des droits constitutionnels, de type bonapartiste, pour imposer ce cours politique. Il s'agit d'un retour à un système de distribution, élitiste, écartant la grande la grande majorité des masses laborieuses de la « rente » nationale [allusion à position rentière du Venezuela]. Enfin, cela relève de la démolition, étape par étape, du projet bolivarien de Chavez. Et voilà ce qui nous conduit à nous délimiter du gouvernement de Nicolas Maduro.

Sans entrer dans les détails, nous donnons quelques exemples de cette orientation.

1° Du point de vue économique. Au milieu de la plus brutale crise dont le pays se souvient, la décision a été de favoriser les intérêts du grand capital contre les travailleurs. Quelques exemples : paiement ponctuel de la dette extérieure suspectée d'être illégitime ; permettre les détournements de fonds de la nation sans tenter aucune action qui pourrait conduire à récupérer les dollars sortis du pays ou volés — dont le montant total dépasse neuf ans d'importations du pays, au niveau de 2012 —, ni punir les vrais coupables. Organiser une grande partie du pays dans les ZES (Zones économiques spéciales) libérées pour le capital international, qui ne paie pas d'impôts. Des ZES où ne seront pas appliquées les lois de la protection sociale et du travail, et où sont annulés les droits

sociaux et politiques pour l'organisation et la protestation sociale. Des zones où le capital sera protégé militairement par la FANB (Force armée nationale bolivarienne).

2° Pour ce qui a trait au niveau de vie des personnes vivant de leur travail. Les importations sont réduites de 70% par rapport à 2013, ce qui provoque une grande partie des pénuries et des ruptures d'approvisionnement dont souffre la population et une aggravation de la crise alimentaire et de la fourniture en médicaments ; ce qui nous rapproche d'une véritable crise humanitaire. Les prix des produits de base pour la consommation populaire sont libérés, les subventions des denrées alimentaires et des médicaments sont éliminées. Et des augmentations sont autorisées par le Conseil économique, conformément aux exigences des entrepreneurs. Le pouvoir d'achat des salaires est broyé, en plaçant le revenu journalier des travailleurs à moins d'un dollar par jour, l'un des plus bas en Amérique latine. Le financement des missions sociales, des services de santé et de l'éducation publique est compressé... Et la « politique sociale » se limite à une aide à la survie, réduite à 50'000 familles, selon le modèle de la Banque mondiale (carnet « Foyer de la Patrie »). Se mettent en place des mécanismes clientélistes de distribution de denrées alimentaires, accompagnées de visées claires de contrôle social par le biais des CLAP (Comité locaux d'approvisionnement et de production) qui, incidemment, sont complètement insuffisants.

3° En ce qui concerne les droits constitutionnels. Non seulement est violée l'obligation d'assurer l'alimentation et la santé. Mais est également limité à l'extrême le droit à l'organisation et à la protestation sociale et politique de la population. Le gouvernement poursuit et procède à des représailles et, dans le cas de Marea Socialista par exemple, il verrouille sa légalisation électorale, il occupe son siège national et licencie ou persécute ses membres. Il menace les travailleurs qui dépendent de l'employeur étatique et la plupart des entreprises publiques sont militarisées. Les garanties constitutionnelles sont éliminées indistinctement selon des décisions de l'état (décret) d'exception. Des droits consacrés par la Loi organique du travail deviennent lettres mortes. Cette orientation est gérée selon : les avancées du pacte avec la droite de la MUD (Table d'unité démocratique) et avec les envoyés états-uniens, comme Tom Shannon [sous-secrétaire d'Etat en charge de « suivre » le Venezuela]. Le déroulement des élections des gouverneurs et la concrétisation finale du droit de référendum révocatoire est géré de la même manière. La direction permet et encourage la présence des principaux porte-parole du gouvernement dans les médias publics, toutes sortes d'abus, des maltraitances de la police et de la répression...

La MUD : de la victoire électorale à l'échec politique

La direction de la MUD a fait une lecture erronée des résultats du « choc » électoral du 6 décembre 2015. Après vingt ans d'échecs, toutes les fractions de cette direction, éblouies par leur succès électoral, pensèrent que le moment était arrivé de reprendre le pouvoir. Comme si l'expérience du processus bolivarien ne s'était pas produite. Comme si le « sujet politique » qui a conduit Chavez au gouvernement — et l'a gardé pendant 13 ans — n'avait rien appris. Comme si les gains de cette période n'avaient pas été construits sur la base des leviers ayant permis la rupture avec l'ordre ancien. Cette direction, au-delà de ses aspirations putschistes, se heurte aujourd'hui à cette réalité et son impuissance apparaît au grand jour.

Une opposition de droite divisée en cliques qui défendent leur propre rôle et leurs aspirations. Elle ne porte aucun projet national enthousiasmant qui suscite l'espoir ou stimule les masses qui ont placé leurs espoirs, durant des années, dans un parcours d'émancipation. La MUD, avant tout sa direction, ne constitue pas un leadership politique qui peut résoudre cette crise brutale que nous traversons aujourd'hui. Au contraire, elle est un empilement de dirigeants et de groupes qui cherchent à ne pas perdre ce qu'ils croient être leur dernière chance.

Plusieurs raisons expliquent son échec et son incapacité à atteindre ses objectifs minimaux. Tout

d'abord, toutes ses actions révèlent, sans maquillage aucun, le caractère néolibéral de ses initiatives politiques. Ensuite, des éléments de cette direction ne peuvent pas cacher les alliances qu'ils construisent avec les sommets du gouvernement et du PSUV, ainsi que le démantèlement des principales caractéristiques populaires du processus bolivarien. Et ils limitent leur offre de solution à la crise au départ de Maduro, sans présenter un plan alternatif. Ils ne sont pas unis. Ils ne cherchent pas une solution aux souffrances populaires. Ils veulent seulement, comme dans le passé, être une fraction fondamentale de l'administration de la Rente [pétrolière et d'autres commodities] des privilèges qui en découlent.

Il ne serait pas étrange que l'unité supposée qu'ils présentent à la société explose en morceaux, une fois qu'un secteur parmi eux arrive à nouer l'accord qu'ils sont, aujourd'hui, en train de négocier, dans la pénombre, avec le gouvernement.

Pour toutes ces raisons, nous affirmons que ces directions ne nous représentent pas. Ni celle, usurpatrice, du PSUV, ni celle de l'opposition de droite pusillanime, marquée par l'échec et le néolibéralisme et regroupée dans la MUD.

Construire depuis le chavisme une opposition aux directions

De notre point de vue, avec la mort du commandant Chavez, s'est ouverte une nouvelle étape dans le long voyage que nous appelons le processus de la révolution bolivarienne. Pendant une période, nous avons assumé, comme une grande partie de la base sociale de ce processus, que l'équipe qui avait endossé le leadership, continuerait sur une orientation générale d'indépendance et de souveraineté.

Mais après plus de trois ans, nous avons constaté que la direction actuelle a choisi une autre voie. Elle a dilapidé le capital politique accumulé durant plus de deux décennies de luttes. Elle a choisi un cours de rupture radicale avec les éléments constitutifs du Processus, ce qui a abouti : a) à la liquidation du projet national ; b) à une adaptation qui conduit à la subordination au capital financier ; c) à la rupture de l'alliance avec le peuple qui vit de son travail et à la construction de nouvelles alliances économiques et politiques avec les politiciens et les représentants économiques des secteurs capitalistes, dont certains se trouvent aujourd'hui dans la MUD et d'autres sont présents à l'intérieur du gouvernement et de la direction du PSUV.

Notre appel se fonde sur ces données. D'elles découlent des tâches essentielles pour nous : a) reconstruire le projet national visant à récupérer un cadre d'indépendance, la souveraineté et la justice sociale ; b) construire une nouvelle référence politique pour reprendre la voie d'un anti-capitalisme émancipateur, avec un horizon socialiste.

En ce sens, nous avons appuyé, encouragé et aidé à la mise en place d'une plate-forme de lutte conjointe sur des questions essentielles du projet pour lequel nous nous battons depuis des années. La plate-forme pour un Audit public et citoyen afin de lutter contre la corruption et l'impunité ; la plate-forme contre Arco Minero del Orinoco (AMO), pour lutter contre l'abandon de nos ressources aux transnationales et pour faire face à l'écocide que ce projet représente ; la plate-forme du peuple en lutte et du chavisme critique, qui lutte pour le droit à l'alimentation et à l'accès aux médicaments ; et la plate-forme pour la défense de la Constitution.

Aujourd'hui, nous appelons à approfondir ces tâches et à nous engager dans la même direction. Il s'agit d'avancer, en partant du regroupement du chavisme critique et ouvert à tous les habitants qui vivent de leur travail, pour la reconstruction du projet national des exclu·e·s, des marginalisé·e·s et des opprimé·e·s. Il s'agit de construire une véritable opposition depuis la gauche, en mettant en place un nouvel instrument politique pluriel et démocratique partagé par tous ceux qui exigent la

lutte pour l'émancipation, et pour dépasser la logique perverse du système du capital.

Marea Socialista

P.-S.

* Article publié le 14 août 2016 sur le site apporea.org ; ce texte constitue l'éditorial de la publication de Marea Socialista ; traduction A l'Encontre :

<http://alencontre.org/ameriques/amelat/venezuela/venezuela-depuis-le-chavisme-construire-une-opposition-de-gauche-au-gouvernement.html>

Notes

[1] On peut émettre quelques doutes sur l'approche un peu unilatérale attribuée à la période dite « chaviste », dans son ensemble. Des traits attribués à la direction Maduro s'articulaient déjà sous la « période Chavez ». Du moins, cela ressort de l'opinion d'analystes et de militants engagés dans le « processus bolivarien ». Voir à cet effet les divers articles publiés sur ce site, sous les onglets : Amériques, Amérique du Sud : Venezuela (Rédaction A l'Encontre)